



AGIR POUR LES DROITS. VAINCRE LA PAUVRETÉ

Rennes, juillet 2010

Chers signataires et don'acteurs, don'actrices,

Lors de l'Assemblée générale des 19 et 20 mai derniers, j'ai été reconduit à la présidence de notre mouvement. Je n'imaginai pourtant pas occuper cette fonction quand j'ai découvert Peuples Solidaires, il y a une quinzaine d'années. Mais voilà, après avoir rencontré ces hommes et ces femmes qui se mobilisent pour leurs droits, **après les avoir entendus raconter leurs luttes et nous dire à quel point ils comptent sur nous**, j'ai attrapé le « virus » de la solidarité internationale.

Si je me permets de revenir sur mon parcours, c'est parce qu'il témoigne de nos valeurs et de nos pratiques. Car **nous ne sommes pas seulement une association, nous sommes aussi un collectif** où chacun/e a sa place, quels que soient son mode et son niveau d'engagement.

En tant que militant/es, signataires et don'acteurs/trices, vous êtes le ciment d'un effort qui grandit mais mérite encore d'être renforcé. **La tâche n'est pas facile car la cause de nos partenaires est souvent négligée par les médias**, plus enclins à présenter les injustices comme une fatalité. De même, les donateurs préfèrent généralement les réalisations matérielles, perçues comme plus tangibles.

Sauf que votre fidélité en témoigne: une fois le « virus » pris, il s'installe dans la durée. Et lorsqu'après plusieurs années d'efforts, celles et ceux qui ont fait appel à notre solidarité remportent une victoire - comme ces ouvrières indonésiennes qui viennent d'obtenir le droit de s'affilier à un syndicat - nous savons qu'un progrès déterminant a été accompli. Car **non seulement leur situation matérielle va s'améliorer, mais prenant appui sur cette réussite, d'autres se lèveront et obtiendront des résultats**. Peut-être avec notre aide mais pas systématiquement, car la suite de l'histoire leur appartient!

C'est pour que cela arrive plus souvent que notre action doit être davantage connue et disposer de plus de moyens. Avec vous, j'espère contribuer à relever ce défi.

Je vous remercie de votre soutien et vous souhaite une bonne lecture de ce numéro des Échos, ainsi qu'une agréable période estivale.

Solidairement

Jean-Paul Sornay
Président de Peuples Solidaires

P.S. : Sauf si vous avez opté pour le don régulier par prélèvement automatique, vous trouverez ci-joint un bulletin de soutien. Merci d'avance pour votre engagement.

Fédération Peuples Solidaires

Secrétariats: 10, quai de Richemont - 35000 Rennes (02 99 30 60 53) - 2B rue Jules Ferry - 93100 Montreuil (01 48 58 21 85)

Courriel: ecrire@peuples-solidaires.org - Site internet: www.peuples-solidaires.org

Association loi 1901 habilitée à recevoir des dons et legs - Siret: 329 988 901 00107 - Code APE: 9499Z



Agrocarburants : des populations victimes des spéculateurs

Edito par Bertrand Le Brun,
membre de l'équipe exécutive

La disparition des énergies fossiles, prévue à échéance de quelques dizaines d'années, suscite des recherches tous azimuts de carburants alternatifs. Les agrocarburants sont une des pistes retenues sur laquelle travaillent aussi bien les institutions que les entreprises. Ainsi l'Europe s'est-elle fixée comme objectif, en 2009, de disposer de 10% d'énergies renouvelables, agrocarburants compris. A l'affût des marchés porteurs, les spéculateurs - à travers des sociétés internationales - investissent le secteur en louant ou en achetant des terres, en particulier dans les pays du Sud où l'espace est disponible à très faible coût.

Or la production d'agrocarburants est optimisée par des pratiques d'agriculture intensive aux conséquences environnementales connues : OGM, appauvrissement des sols ou pollution des nappes phréatiques. De plus, ces cultures d'exportation entrent en concurrence avec les cultures vivrières des pays du Sud, menacent leur souveraineté alimentaire et le pouvoir d'achat des populations autochtones. Ainsi, lorsque le gouvernement Kenyan confie 50 000 hectares de terres à une entreprise privée italienne pour produire du jatropha (agrocarburant destiné à 80 % à l'export) en lui louant pour trente ans des terres et forêts où vivent 20 000 personnes, il condamne

ces populations à l'exil et à la déchéance. Au delà des critiques récurrentes des experts à l'encontre des agrocarburants, il est fondamental que le droit des paysans kenyans à disposer librement de leurs terres - garanti par la constitution de leur pays - ne soit pas foulé aux pieds sous la pression des spéculateurs.

L'agriculture paysanne doit être soutenue car un agriculteur travaillant pour son propre compte connaît les spécificités climatiques, environnementales et pédologiques locales. Il gère souvent en circuit court les cycles biologiques des ressources (eaux, minéraux...) afin de garantir à ses descendants le transfert de ce patrimoine et pratique la polyculture pour nourrir sa communauté.

En l'absence d'instances de régulation coercitives, les chartes et codes de déontologie des entreprises - industrielles, services, acteurs financiers - relèvent en général de l'argument marketing. Leur responsabilité sociale ne pourra être opératoire que si les gouvernements décident de leur imposer le respect de critères sur l'environnement, le social et la gouvernance. Le poids des organisations qui œuvrent dans ce sens doit donc croître ainsi que leur influence, qui dépend de chacun d'entre nous.

Réservoirs pleins, ventres vides

Publié par Peuples Solidaires et ActionAid en avril 2010, le rapport « Le plein de faim. L'impact du développement des agrocarburants sur la faim dans le monde » (consultable sur notre site internet) marque le coup d'envoi d'une campagne internationale de mobilisation sur les agrocarburants. Nos objectifs : informer les citoyens sur les risques liés aux agrocarburants et infléchir la politique de l'Union européenne et des États membres sur ce dossier.

Kenya : carburants contre paysans

Avec le soutien de la Confédération paysanne, d'Oxfam et du Réseau Action Climat (des organisations qui s'investissent également sur le sujet des agrocarburants), un Appel Urgent vient d'être lancé sur le cas du Kenya dont il est question ci-dessus. Cet appel est aussi relayé par ActionAid International, ActionAid - NIZA Pays Bas, et les membres d'ActionAid en Grèce, en Suède et au Royaume Uni.

SOMMAIRE

Edito	1
Partenariat	2
Nouvelles des Appels	3
Caisse de solidarité	3
Sous le signe des valeurs et de l'enthousiasme	4
Le Juste fruit ! Pour des bananes et ananas à teneur garantie en dignité	4
Vos questions / Nos réponses	4



en association avec **actionaid**

10, quai de Richemont - 35000 RENNES

Tél. : 02 99 30 60 53

Fax : 02 99 30 39 30

ecrire@peuples-solidaires.org

www.peuples-solidaires.org

Directeur de publication :

Jean-Paul Sornay,

Président de Peuples Solidaires

Rédaction :

Jean-Paul Arpi

Maude Féral

Fanny Gallois

Antoine Bouhey

Marie-Anne Priout

Dépôt légal

Juin 2010

ISSN 1969-4199

Maquettage : Association BUG (Rennes)
Imprimé sur papier recyclé avec encre
base végétale par Média Graphic (Rennes)



Quand le Sénégal s'invite en France...

Fatou Mbaye est chargée de programme de recherche sur les agrocarburants et la sécurité alimentaire chez ActionAid Sénégal. Diplômée de l'Ecole Nationale des Cadres Ruraux de Bambey, option agriculture, elle a obtenu un certificat de spécialisation en études de développement à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement de Genève ainsi qu'un Master en management de projet au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion. Elle a par ailleurs quinze années d'expérience dans les programmes de développement rural et de promotion de l'agriculture durable au Sénégal.



Fatou Mbaye, ActionAid Sénégal

Faire résonner la voix des Sénégalais qui se mobilisent



La déforestation pour produire des agrocarburants est une menace pour les ménages ruraux

Au mois de mai, nous avons eu le plaisir d'inviter Fatou pour un cycle de rencontres avec les médias français et une tournée auprès des militants. L'objectif ? Faire résonner la voix des Sénégalais qui se mobilisent contre les violations des droits de l'Homme liées aux agrocarburants. Et, plus largement, informer et sensibiliser le public sur ce sujet majeur dans le cadre de notre campagne « Réervoirs pleins, ventres vides ».

Pari réussi côté médias avec plusieurs passages à la radio et la publication d'une douzaine d'articles de presse, notamment dans Le Nouvel Observateur, La Croix, Ouest France et l'Humanité. Quant aux groupes locaux qui l'ont invitée (Aubagne, Givry, Tours, St Lô et Ancy sur Moselle), ils sont unanimes : l'enthousiasme de notre partenaire est communicatif ! La clarté de son témoignage et de ses analyses en ont convaincu plus d'un parmi celles et ceux qui pensaient - et on peut facilement les comprendre étant donné le manque d'informations sur ce sujet - que « les agrocarburants, c'est très bien, ça économise le pétrole ». Au final, cette tournée aura renforcé la dimension internationale du combat quotidien d'ActionAid Sénégal et le niveau d'information de nombreux citoyens.

Une approche basée sur les droits

Le Sénégal compte 13 millions d'habitants et 70% de la population active travaille dans le secteur agricole. La situation alimentaire est préoccupante dans le monde rural où la moitié des ménages est en situation d'insécurité alimentaire⁽¹⁾.

Créé en 2001, ActionAid Sénégal intervient aux côtés des populations les plus pauvres avec une approche basée sur les droits humains. Son équipe agit en partenariat avec des organisations de producteurs, des réseaux de la société civile et s'est fixé comme priorités : le droit à l'éducation ; le droit à une gouvernance juste et démocratique ; le droit des femmes ; le droit à l'alimentation.

En ce qui concerne la lutte pour la sécurité alimentaire, ActionAid Sénégal consolide et renforce les plateformes des producteurs pour que ceux-ci sécurisent leur production. Mais l'organisation milite aussi pour protéger les exploitations familiales des politiques qui leur sont défavorables, telles que la promotion des agrocarburants et l'accaparement des terres qui l'accompagne. Ainsi, en 2008, ActionAid Sénégal a piloté une recherche et des consultations participatives sur les enjeux des agrocarburants et la sécurité alimentaire au Sénégal. Les résultats de l'étude ont été partagés avec un large public et des actions collectives (au sein d'une coalition qui rassemble plusieurs organisations de la société civile sénégalaise) sont menées pour faire pression sur les autorités.



« Nous pouvons manger du riz. Mais nous ne pouvons pas manger de jatropha. » Abdou Tall, agriculteur.

(1) Cf. diaporama « Les agrocarburants et la sécurité alimentaire au Sénégal ». A consulter sur : <http://www.peuples-solidaires.org/peuples-solidaires-accueille-fatou-mbaye/>

Chine

Carrefour, le négatif est de retour

Appel n°338 du 21 mai 2010

La pression exercée par les participants à cet Appel a contraint Carrefour à réagir. L'entreprise affirme prendre très au sérieux le rapport de notre partenaire et avoir lancé une enquête interne sur les trois usines concernées. Selon la multinationale, les deux premières ne sont pas ou plus ses fournisseurs. Pourtant, les informations recueillies sur place par le China Labor Watch font état de commandes récentes... Toujours selon Carrefour, la troisième usine ne présenterait « aucune non-conformité critique » d'après les audits effectués. Mais Peuples Solidaires a démontré les insuffisances de ce type d'audits. Nous restons donc mobilisés pour faire évoluer les pratiques d'approvisionnement de la multinationale, et notamment pour qu'elle paye davantage pour les jouets dont elle sous-traite la fabrication en Chine.

Plus de détails sur :

<http://www.peuples-solidaires.org/nouvelles-de-lappel338-carrefour-repond/>

Bangladesh

Nouvel incendie meurtrier

Appel n°334 du 18 mars 2010



L'usine de Garib & Garib au lendemain de l'incendie

Les entreprises Provera* et H&M, clients de Garib & Garib, ont répondu à votre mobilisation. Rappelons les faits : le 25 février, un incendie a ravagé l'usine Garib & Garib, tuant 21 personnes et en blessant une cinquantaine d'autres. Provera a déclaré vouloir « apporter une aide aux familles des victimes de ce sinistre ». Dans son courrier, H&M indique qu'elle a décidé « d'allouer un million de SEK (1 SEK = 0,11 €) à la mise en place de mesures préventives anti-incendie et de sécurité dans les usines de confection » et a proposé une

Nouvelles des Appels

aide financière aux victimes, en lien avec une ONG danoise. Ces initiatives vont dans le bon sens mais Peuples Solidaires et ses partenaires rappellent qu'elles seraient plus efficaces et pertinentes si elles étaient menées en concertation avec les travailleurs et leurs syndicats.

*Centrale d'achat des magasins Cora et Match

Plus de détails sur :

<http://www.peuples-solidaires.org/nouvelles-de-lappel-334/>

Indonésie

Ralph Lauren manque d'élégance

Appel n°319 du 15 septembre 2008

L'usine d'habillement PT Mulia Knitting a reconnu à ses ouvriers le droit d'adhérer au syndicat de leur choix. Le 20 mai 2010, l'entreprise a signé un accord avec notre partenaire, le syndicat GSBI. Cet accord reconnaît explicitement le SBGTS - affilié du GSBI - comme représentant des ouvriers au sein de l'usine et prévoit la juste indemnisation de cinq employés qui avaient été licenciés en 2007 suite à leur adhésion au syndicat.

Plus de détails sur :

<http://www.peuples-solidaires.org/ap-pel-325-indonesie-suites/>

Chine

Disney fuit ses responsabilités

Appel n°329 du 8 juillet 2009

Près d'un an après notre Appel, le China Labor Watch a mené une nouvelle enquête au sein de l'usine Yiuwah pour évaluer l'impact des mesures prises par Disney. Des progrès ont été effectués, notamment sur le respect de la limite d'âge légale à l'embauche, la formation à l'utilisation des machines dangereuses, les



Dortoir, usine de Yiuwah

congés payés et l'assurance en cas d'accident du travail. Cependant, des manquements graves au respect des droits des travailleurs subsistent en matière de sécurité au travail, d'heures supplémentaires obligatoires, de niveau de salaires et de conditions d'hébergement. Peuples Solidaires et ses partenaires européens de la campagne « C'est pas du jeu ! » continuent donc leur mobilisation auprès de la multinationale nord-américaine.

Plus de détails sur :

<http://www.peuples-solidaires.org/ap-pel329-chine-disney-suites/>

Nicaragua

Les ravages de l'industrie sucrière

Appel n°327 du 2 mai 2009

C'est une lutte de longue haleine que mène Carmen Rios, représentante de l'Association nicaraguayenne des personnes souffrant d'insuffisance rénale chronique (ANAIRC), pour faire valoir les droits des travailleurs



ANAIRC : « Nous exigeons la justice ! » (avec la liste des organisations qui soutiennent la mobilisation).

Costa Rica

Coups bas chez Del Monte

Webaction du 5 février 2009

Les militants de notre partenaire SITAGAH* restent mobilisés au sujet de la plantation d'ananas Piñales Santa Clara SA, fournisseur de la multinationale Del Monte. Des travailleurs de la plantation qui s'étaient affiliés au syndicat et avaient été harcelés et licenciés de manière abusive. Suite à la mobilisation nationale et internationale, les démarches administratives initiées par les travailleurs, d'ordinaire interminables, se sont accélérées. Ainsi, une inspection de la plantation a été menée et des audiences privées ont été mises en place par le Ministère du travail.

*Syndicat membre de COLSIBA, la coordination latino-américaine des travailleurs de la banane.

Caisse de solidarité

• Indonésie

La Caisse de solidarité a financé la mission de deux représentants de la fédération syndicale indonésienne GSBI à Manille (Philippines). Cet appui de 2 200 € avait été sollicité par nos partenaires pour assister au grand rassemblement organisé par un autre de nos partenaires, la Fédération philippine KMU. Les échanges d'expériences et la solidarité entre travailleurs asiatiques sont essentiels pour le renforcement des organisations et des mobilisations dans cette région du monde.

• Guatemala

En mai, la Caisse de solidarité a apporté un appui de 2 900 € au FRENA (Front de résistance pour la défense des ressources naturelles) au Guatemala, dont les militants subissent la répression et sont parfois emprisonnés. Cet argent payera les cautions, leur permettra de rester en liberté et de continuer leur mobilisation.

• Costa Rica

Un décaissement de 3 000 € a été effectué en faveur du syndicat SITAGAH. Ce soutien financera les frais juridiques des poursuites en justice que le syndicat a engagées suite aux licenciements abusifs de travailleurs agricoles de la plantation d'ananas Piñales Santa Clara (cf. ci-dessus Costa Rica, Coups bas chez Del Monte).

Sous le signe des valeurs et de l'enthousiasme



« Ce qui nous réunit ensemble en tant qu'organisation, ce sont les droits, la dignité et le respect mutuel ». C'est en rappelant nos valeurs, celle que nous défendons tous les jours, qu'Irene Ovonji Odida¹ a ouvert l'Assemblée Générale du mouvement international ActionAid qui s'est déroulé en juin 2010 en Inde. Le fil conducteur des cinq jours de rencontre était posé.

Les discussions thématiques (lien entre écologie et social, pauvreté urbaine...) ont alterné avec les décisions importantes pour l'organisation du mouvement, comme l'adoption d'un système de répartition interne des ressources et la mise en place d'un processus collectif pour définir la stratégie 2012/2017. Enfin, l'assemblée a ratifié l'affiliation de trois nouveaux membres : ActionAid India, ActionAid Guatemala et MS-ActionAid Danemark².

Pour enrichir les débats, l'assemblée avait invité plusieurs représentant(e)s d'autres mouvements... Parmi eux, un militant bien connu de

Peuples Solidaires : Rajagopal P.V, leader d'Ekta Parishad dont nous soutenons l'action pour l'accès à la terre depuis plus de dix ans. Comme le résume André Perrot, notre représentant à cette assemblée : « Avec un processus démocratique au travers de l'expression de tous les membres, cette AG était tout à fait enthousiasmante. »

De droits et de dignité, il en a aussi été question à l'Assemblée Générale de Peuples Solidaires qui s'est tenue au mois de mai en région parisienne. Les groupes locaux et adhérents individuels ont bien entendu examiné les rapports (moral et financier) et élu les membres du Conseil National. Mais ils n'en sont pas restés là.

Les grands axes du plan d'action 2010/2011 ont été discutés en ateliers thématiques. Au programme : renforcer notre organisation, créer des alliances, contribuer aux mobilisations pour le respect des droits, animer la démocratie. Avec, en toile de fond, des questions majeures sur les nouvelles formes d'engagement, l'élargissement de notre audience, la croissance de nos moyens et les implications du rapprochement avec ActionAid.

Après une soirée ouverte sur l'international en compagnie d'Ylva Strömberg, directrice d'ActionAid Suède, et de Patrick Dowling, trésorier d'ActionAid International, l'assemblée a adopté un texte de référence et de positionnement sur

la Responsabilité sociale des entreprises. Synthèse des travaux de la Commission « Dignité au travail », ce texte souligne les insuffisances des démarches volontaires des multinationales (codes de conduite, audits sociaux, certifications privées...), insiste sur la responsabilité des Etats et souligne le rôle de la société civile.

1) Membre du bureau d'ActionAid Ouganda et Présidente d'ActionAid International.

2) Ces organisations avaient auparavant le statut de programmes pays ou de membres associés (comme actuellement Peuples Solidaires).



La famille ActionAid dans le monde

Le mouvement rassemble 23 organisations associées ou affiliées dans les pays suivants : Australie, Bangladesh, Brésil, Danemark, France, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Inde, Irlande, Italie, Kenya, Malawi, Nigeria, Ouganda, Pays Bas, Royaume Uni, Sierra Léone, Suède, Tanzanie, Thaïlande et USA. Il est par ailleurs présent dans une vingtaine de pays sous forme de programmes pays.

Le juste fruit ! Pour des bananes et des ananas à teneur garantie en dignité

Il y a six mois naissait le Forum mondial de la banane, un espace de négociation permanent pour tous les acteurs du secteur, des producteurs aux multinationales du fruit, des syndicats aux gouvernements, en passant par les ONG et les géants de la grande distribution. L'existence de ce Forum est, en elle-même, une réussite à mettre au crédit de toutes celles et ceux qui ont œuvré pour sa création.

Mais, tout comme nos partenaires du réseau européen EUROBAN¹, nous n'entendons pas en rester là. Car seul un travail collectif de longue haleine permettra de progresser vers des filières plus justes et durables. Des millions de familles dans le monde en dépendent. Nous avons donc préparé ensemble une nouvelle campagne internationale : « Le juste fruit ! Pour des bananes et des ananas à teneur garantie en dignité ».

Au-delà des Appels Urgents, du soutien que nous apportons aux organisations locales et des rencontres avec les entreprises, la campagne « Le juste fruit ! » va mobiliser les citoyens de plusieurs pays² pour demander :

- à la grande distribution de payer un prix juste permettant le versement de salaires décentes tout au long de la filière ;
- aux entreprises multinationales du fruit de garantir des salaires décentes, le respect des droits et de l'environnement

dans les plantations où elles se fournissent ;

- aux gouvernements de réglementer les agissements des entreprises et les abus dans les pratiques d'achat des supermarchés.

Lancé en janvier 2010 sous la houlette de Peuples Solidaires, ce programme triennal a commencé par des travaux de recherche. Dès 2011, la campagne battra son plein avec comme temps forts des tournées de partenaires (latino-américains et africains) et des mobilisations citoyennes élargies. En plus des outils de mobilisation traditionnels (affiches, kits d'information, dépliants), un site Internet et un film d'animation seront bientôt disponibles. Rendez-vous dans le prochain numéro pour en savoir plus !

1) EUROBAN rassemble 35 organisations européennes qui travaillent dans la durée à l'évolution des filières d'approvisionnement en bananes et ananas, en concertation avec

LE JUSTE FRUIT!



de nombreuses organisations en Amérique latine, Amérique du Nord, Afrique et Asie.

2) Au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en République tchèque et en Espagne.

Vos questions Nos réponses

J'aime bien le nouveau format des Appels Urgents papier, mais n'est-il pas un peu coûteux ?

En tant qu'acteurs et militants de la solidarité internationale, nous connaissons bien ce dilemme. Pour être plus efficaces, nous devons être plus nombreux, parler à un public plus large et donc nécessairement... investir un minimum pour rendre nos documents plus attractifs.

Toutefois, la différence n'est pas aussi élevée qu'il peut y paraître. En effet, nos propres machines à imprimer et à plier les Appels Urgents étaient arrivées en fin de course. Or, entre racheter des machines (chères et voraces en énergie) et confier l'impression à un professionnel (organisé en coopérative), l'écart de coût est finalement tenu et devient même insignifiant si l'on compte les longues heures de travail pénibles « économisées » que nous passions auparavant sur des tâches pour lesquelles nous n'avons pas vraiment de compétence. Nous espérons donc avoir fait un choix équilibré dans ce dossier mais restons ouvert à toute suggestion !